



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 8\)](#)

Questions régionales Sud, Questions régionales Nord, Défense et société, Armement et économie de défense

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉVÉNEMENTS

5 février : « The reform of the Chinese People's Liberation Army's Organization », conférence organisée par Juliette GENEVAZ (Questions Régionales Nord).



Conférence "The reform of the Chinese People's Liberation Army's Organization"
05 février 2018
École militaire - Paris

Juliette GENEVAZ, chercheur Chine à l'IRSEM, a invité Kenneth ALLEN et Brendan MULVANEY, du *China Aerospace Studies Institute* de la *National Defense University* aux États-Unis, dans le cadre d'une conférence sur la nouvelle organisation de l'Armée populaire de Libération (APL). Ken ALLEN a expliqué les changements à l'œuvre dans l'organisation des troupes. En 2016, XI Jinping a établi un quartier général pour l'armée de terre et créé la force de soutien stratégique et la force des fusées ; il a transformé les sept régions militaires en cinq théâtres de commandement qui disposent désormais chacune d'un quartier général favorisant le commandement conjoint des forces. En-deçà de ces changements importants, l'APL reste préoccupée par des problèmes quotidiens de gestion des ressources humaines qui limitent ses capacités, a démontré ALLEN.

Juliette GENEVAZ
Chercheur Chine

Mélanie SADOZAI
Apprentie Questions régionales Sud

6 février : Conférence « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques du Moyen-Orient ».



L'IRSEM a reçu le professeur Ilan GREILSAMMER pour une conférence sur « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques au Moyen-Orient ». Celui-ci a décrypté les enjeux et les piliers de la politique israélienne dans la région, de même que les défis intérieurs et extérieurs auxquels fait face Israël aujourd'hui. Le débat, animé par Pierre RAZOUX, a permis aux participants d'échanger avec le professeur GREILSAMMER sur de nombreux points, qu'il s'agisse du dossier palestinien, de la crise syrienne, de la rivalité avec l'Iran ou de la relation d'Israël avec l'Europe, la Russie, les États-Unis, la Chine, l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite.

Pierre RAZOUX

Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

8 février : Séminaire sur « Les risques nucléaires dans l'espace Baltique ».



Céline MARANGÉ (IRSEM) et Céline BAYOU (INALCO) ont organisé un séminaire sur les « Risques nucléaires dans la Baltique », un événement qui s'inscrivait dans le cadre d'un cycle de séminaires sur les enjeux de sécurité dans la Baltique. La première partie était consacrée au nucléaire militaire. Corentin BRUSTLEIN (IFRI) a abordé la question « des gesticulations nucléaires de la Russie dans la région de la Baltique ». En contrepoint, Bruno TERTRAIS (FRS) a ensuite présenté les efforts de dissuasion et de réassurance de l'OTAN. Tiphaine DE CHAMPCHESNEL, chercheur à l'IRSEM, spécialiste du nucléaire rattachée au pôle « Pensée stratégique », a assuré la discussion, s'interrogeant notamment sur la distinction entre dissuasion et intimidation. La deuxième partie du séminaire portait sur le nucléaire civil, plus particulièrement sur les rivalités liées à la construction de nouveaux réacteurs. Céline BAYOU a traité du « nucléaire civil sur la rive sud de la Baltique » et en particulier des enjeux de sûreté et des concurrences régionales qui en résultent, tandis que TEVA (Institut français de Géopolitique) a présenté un exposé qui s'intitulait « Le nucléaire suédois et finlandais : stratégies géopolitiques régionales et tensions politiques internes » et qu'il a illustré de nombreuses cartes. La discussion était assurée par Katerina KESA (INALCO).

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

14 février 2018 : Séminaire Afrique, « L'intervention de la Cedeao en Gambie » par Vincent FOUCHER, organisé par Denis TULL.

Le mercredi 14 février s'est tenu le séminaire consacré à la recherche sur l'Afrique organisé par Denis TULL de l'IRSEM. À cette occasion, Vincent FOUCHER, chargé de recherche au CNRS et à Sciences Po Bordeaux, était invité pour discuter de l'intervention de la CEDEAO de 2017 en Gambie. Face à un public composé majoritairement de rédacteurs Afrique auprès des institutions françaises (SGDSN, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, État-major), Vincent FOUCHER a évoqué le départ du président gambien Yahya JAMMEH en janvier 2017 et l'appui de la CEDEAO dans l'esquisse d'un régime prodémocratique dans la région ouest-africaine. Il a également souligné le rôle du Sénégal dans cette intervention en particulier, et dans les affaires gambiennes en général. À la suite de l'exposé, les participants ont pu échanger sur le rôle de la CEDEAO en Gambie, mais aussi au Mali ou au Burkina Faso, ainsi que sur la place des intérêts souvent ambigus des États voisins dans le cadre d'interventions sous-régionales.

Mélanie SADOZAÏ
Apprentie Questions régionales Sud

14 février 2018 : Conférence « Le Japon face à la politique asiatique de Donald TRUMP », École Militaire.



Centrée sur le tournant réactif de l'actuelle politique étrangère japonaise, la conférence a permis à Robert DUJARRIC, Directeur de l'Institut contemporain des Études asiatiques de l'Université Temple, Tokyo, de développer longuement l'idée d'un « macronisme » de Shinzo ABE en réaction aux initiatives diplomatiques de Donald TRUMP en Asie. Marianne PÉRON-DOISE, chercheur à l'IRSEM, est intervenue sur le débat concer-

nant le scénario d'un « bloody nose » à l'encontre de la Corée du Nord. Karoline POSTEL-VINAY, directrice de recherche au Ceri Sciences Po a commenté ces présentations en revenant sur les difficultés de la construction d'un régionalisme est-asiatique, son ancrage mémorial et les efforts du Japon pour normaliser ses relations tant avec la Chine que la Corée du Sud.

Pour Robert DUJARRIC, Donald TRUMP a bouleversé la vision japonaise d'un ordre régional asiatique stable et prospère en affaiblissant les Alliances, en choisissant le protectionnisme, le repli sur soi et une politique agressive vis-à-vis de la Corée du Nord. Le Premier ministre ABE n'a pu que multiplier des « contre-mesures » diplomatiques comme la promotion du Traité Transpacifique, le développement de coopérations nouvelles avec l'OTAN, l'Europe et la recherche de relations apaisées avec la Russie et la Chine pour sauvegarder l'ordre libéral. Ce « macronisme » se définit comme un proaméricanisme qui transcende la personnalité et l'action de Donald TRUMP en évitant toutes tensions dans la relation Washington-Tokyo et en comblant le déficit de présence américain par un discours néo-libéral fédérateur sur la défense de valeurs communes qui trouve un écho au sein de l'ASEAN, de l'Australie, de l'Inde et jusqu'en Europe. Cette posture est d'autant plus intéressante que contrairement aux leaders occidentaux, comme Emmanuel MACRON ou Angela MERKEL, Shinzo ABE — issu d'un courant familial et politique d'essence réactionnaire et culturellement antiaméricain — n'est pas « né » libéral. Sa transformation en défenseur pragmatique d'un ordre libéralisme mondialisé n'en est que plus remarquable et contribue à donner au Japon un ascendant nouveau.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord

15 février : Présentation de Noémie CABAU dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».

Noémie CABAU (Université Paris Dauphine) a présenté un travail de recherche intitulé « Is aid delivery relevant for deterring oppressors? A theoretical investigation ». L'auteur estime que, pour dissuader les dictateurs d'opprimer leur population, les institutions internationales pourraient offrir un « contrat » stipulant un niveau d'aide et un niveau de sanction conditionnés à l'arrêt de l'oppression. Ce contrat, contenant à la fois sanction et récompense, permet d'augmenter l'efficacité de l'aide au développement de deux manières : i) les dictateurs seraient davantage incités à limiter leur niveau d'oppres-

sion qu'avec une aide conditionnelle classique ii) ce type de contrat est moins coûteux pour les institutions internationales les proposant.

La discussion a été assurée par Jean-Claude BERTHELEMY (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et un dialogue constructif s'est ensuivi avec l'auditoire.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

15-18 février : Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, Munich Young Leader 2018.



La promotion 2018 avec le général MCMMASTER, conseiller à la sécurité nationale du président américain

La Munich Security Conference (MSC) qui se tient chaque année en Allemagne, est l'un des rendez-vous annuels les plus prestigieux sur les questions de défense et de sécurité, où se retrouvent depuis 1963 chefs d'États et de gouvernements, officiels civils et militaires, universitaires et journalistes. Depuis 2009, la MSC et la Fondation Körber ont un programme « Munich Young Leaders » consistant à sélectionner chaque année, dans le monde entier, une vingtaine de participants de moins de 40 ans, considérés comme ayant un fort potentiel, et de les faire participer à la MSC. Ce sont les ambassades d'Allemagne qui soumettent jusqu'à trois candidatures par pays, et la Fondation Körber et le président de la MSC qui choisissent.

Cette année, pour la 10^e promotion du programme, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, le directeur de l'IRSEM, a été sélectionné. Seuls quelques Français l'avaient été les années précédentes : le député européen Arnaud DANJEAN, le secrétaire général adjoint de l'OTAN Camille GRAND, et la diplomate Alice GUITTON. Parmi les « jeunes leaders » de [la promotion 2018](#) se trouvent notamment des parlementaires britannique, tunisien, ukrainien, indien et finlandais ; des cadres des conseils de sécurité américain et israélien et du centre d'excellence de l'OTAN sur la communication stratégique ; des

chercheurs allemand, iranien, russe et sud-coréen ; un diplomate allemand et des conseillers ministériels somalien, saoudien et moldave.

Du 15 au 18 février 2018, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER était donc parmi eux à Munich, pour participer à la MSC. [Le programme](#) très chargé des Munich Young Leaders – de 7h15 à 23h30 ! – comprenait, en plus des conférences officielles, des rencontres avec Anders FOGH RASMUSSEN, l'ancien secrétaire général de l'OTAN ; Mark LEONARD, le directeur de l'European Council on Foreign Relations (ECFR) ; Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim AL THANI, ministre des affaires étrangères du Qatar ; Jeffrey D. FELTMAN, secrétaire général adjoint aux affaires politiques des Nations Unies ; Tzipi LIVNI, ancienne vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Israël ; le général H. R. MCMMASTER, conseiller à la sécurité nationale du président américain ; Ursula VON DER LEYEN, ministre de la Défense d'Allemagne ; NG Eng Hen, ministre de la Défense de Singapour ; et Jens SPAHN, député CDU du Bundestag.

Dans ce cadre, il a été demandé à Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER d'écrire [une tribune sur l'Europe de la Défense](#) pour le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui a été publiée en anglais et en allemand le 17 février 2018.

21 février : Atelier « Simulation-Wargame ».



Pierre RAZOUX, Directeur du pôle « Questions régionales Nord », a organisé le 21 février 2018 une nouvelle session de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM au profit de chercheurs, de responsables militaires, d'experts de la DGRIS et du ministère des Armées et d'étudiants en master et doctorats. Cette séance, qui a rassemblé une quinzaine de participants, a permis de faire réfléchir

les personnes présentes aux nombreux atouts pédagogiques des *wargames* et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette huitième séance consacrée à une éventuelle confrontation régionale au Levant et au Moyen-Orient dans une logique post-Daech, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Moyen-Orient.

Cet atelier organisé régulièrement par l'IRSEM illustre la très grande utilité du *wargaming* qui fait l'objet de la *Note de recherche* n° 47 de Guillaume LEVASSEUR récemment publiée par l'IRSEM : « De l'utilité du *wargaming* » téléchargeable [via le lien suivant](#).

27 février : Séminaire Jeunes chercheurs en études de défense avec Jean-Vincent HOLEINDRE, Frédéric COSTE et Nicolas SIMONCINI.



Le 27 février s'est tenue la séance mensuelle du séminaire des Jeunes chercheurs de l'IRSEM. À cette occasion, Frédéric COSTE, maître de recherche au sein de la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS) est intervenu sur le fait syndical dans les armées. Le chercheur s'interroge notamment sur les raisons pour lesquelles l'engagement syndical demeure un interdit dans les armées. Si, depuis 2015, les associations nationales professionnelles militaires se posent en interlocuteur privilégié de l'État pour promouvoir le dialogue social, le mot syndicat, lui, n'est toujours pas prononcé, et les mécanismes de négociations demeurent largement inexistant. Ceci peut partiellement s'expliquer pour Frédéric COSTE par une vision contrastée du syndicalisme au sein des armées.

Dans un deuxième temps, Nicolas SIMONCINI, de l'Université de technologie de Belfort-Montbelliard) a présenté son exposé : « Aux origines de la pile à combustible

(1959-1969) » tiré de sa thèse en préparation : « La pile à combustible des années 1960 à 1980 : entre recherche académique, militaire et privée ». En alliant perspectives historique, technique et politique, Nicolas SIMONCINI a présenté les réseaux qui ont permis le développement de la recherche et développement en matière de pile à combustible. Il s'est en outre intéressé aux acteurs impliqués dans ces recherches, entre secteur privé et secteur public, entre personnels civils et militaires. A la lumière de ces développements, le chercheur a pu tirer des conclusions sur les raisons du retard européen par rapport aux États-Unis.

La séance, introduite par Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, a été ponctuée de débats avec les Jeunes chercheurs soutenus par l'IRSEM et la DGRIS.

Marie ROBIN
Stagiaire

28 février : Présentation *Military Balance*.



L'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir la présentation du *Military Balance* 2018 publié par l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Sont intervenus au nom d'IISS François HEISBOURG, président du Conseil d'IISS, Ben BARRY, chercheur Guerre terrestre, Lucie BÉRAUD-SUDREAU, chercheuse Économie de défense, ainsi que Sonia LE GOURIELLEC, maître de conférences à l'Université Catholique de Lille, qui a rédigé l'entrée sur Djibouti.

Ben BARRY a insisté sur la montée en puissance de la Chine, en particulier dans les domaines aérien et naval. La Chine n'en est plus à rattraper les États-Unis, mais remet déjà en cause l'avantage technologique américain et se place à la pointe de l'innovation. Ben BARRY s'est

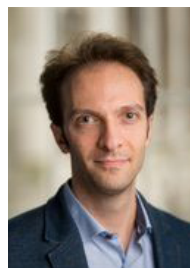
également fait l'écho de l'espoir du gouvernement britannique de demeurer étroitement associé à la politique de défense de l'Union européenne après le Brexit.

Lucie BÉRAUD-SUDREAU a pointé le fait que les dépenses de défense ont nettement augmenté en Europe en 2017, faisant du continent la région connaissant la plus forte croissance en la matière. Les données suggèrent également que la France est en train de dépasser le Royaume-Uni dans ce domaine.

Sonia LE GOURIELLEC a présenté le cas original de Djibouti, où se côtoient les bases militaires de plusieurs puissances, en particulier la France, mais aussi les États-Unis, la Chine ou le Japon. Plus généralement, elle a montré comment certains États africains utilisent leur participation à des missions de maintien de la paix comme des moteurs de modernisation de leurs moyens de défense.

Il s'ensuivit une riche discussion avec le public, qui a donné l'occasion à François HEISBOURG de commenter les récentes tensions entre Européens et Américains en matière d'industrie de défense.

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne



Pierre HAROCHE

- Conférence « Quel avenir pour l'Europe de la défense ? », cycle master 2 de l'IHEDN, 24 janvier 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Rapporteur au jury de la thèse d'Amélie FERREY, « Les politiques d'assassinés ciblés aux États-Unis et en Israël », Sciences Po Paris, 7 février 2018.

- Président du jury de la thèse de Grégoire GAYARD, « Les activités internationales des États fédérés. Comparaison des politiques internationales du climat de la province du Québec et des régions francophones de Belgique », Université Paris II, 9 février 2018.

- Participation à la table ronde « Raymond ARON, penseur des relations internationales », Université Paris II, Centre Thucydide, 12 février 2018.

- Participation à la commission « Internationalisation » de l'Association française de science politique présidée par Jean JOANA, 21 février 2018.

- Introduction de la conférence de lancement du « Military Balance » (IISS de Londres), IRSEM, 28 février 2018.

ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Interview « Pourquoi les démocraties ne gagnent-elles pas toujours la guerre ? », *Télérama*, 6 février 2018.

- Présentation du livre *Comment perdre une guerre* (CNRS, 2017), séminaire « Guerres, conflits et sociétés au XXI^e siècle », École des Hautes Études en Sciences Sociales, 9 février 2018.

- Interview « Israël s'est privé d'une alternative stratégique très intéressante », *Actualité Juive*, 22 février 2018.



François DELERUE

- Présentation de l'article « Cyber International Law : Transformation or Decline of the Norms of International Law? », Forum de Recherche de la Société européenne de droit international, Université hébraïque de Jérusalem, Israël, 28 février — 1^{er} mars 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre « France and the American Drone Precedent : A Consequentialist Response to a Polemical Critique », in Daniel R. BRUNSTETTER and Jean-Vincent HOLEINDRE (eds.), *The Ethics of War and Peace Revisited*, Georgetown University Press, 2018,

p. 97-116.

- Conférence « [Munich Young Leader 2018](#) », Munich, 15-18 février 2018.

- Tribune « [The Kairos of European Defence](#) », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 février 2018.

- Conférence « L'éthique oxymorique d'Aron », conférence *Autour de Raymond ARON, penseur des relations internationales*, Centre Thucydide, Université Paris-II Panthéon-Assas, 12 février 2018.

- Interview « [Les métamorphoses de la guerre](#) », La Grande table, *France Culture*, 22 février 2018.

- Interview « *War Studies* » dans Alexandre JUBELIN, « Qui pense la guerre ? », [Revue du crieur](#) n° 9, février 2018.



Céline MARANGÉ

- Conférence « Les élections présidentielles russes : quels enjeux ? » en compagnie du Pr. Jean-Robert RAVIOT et les étudiants du master « Géopolitique et relations internationales », Institut catholique de Paris, 12 février 2018.



Angélique PALLE

- Conférence « Dimensions régionales de l'Europe de l'énergie », Séminaire interne du Bureau des ressources géologiques et minières « S'engager dans la transition énergétique », Orléans, 14 février 2018.

- Présentation du rapport « L'intégration des énergies renouvelables variables dans les réseaux électriques, approches méthodologiques et industrielles » réalisé pour l'Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, Paris, 14 février 2018.



Marianne PÉRON-DOISE

- Interview « Corées : la diplomatie olympique fera-t-elle des miracles ? », Géopolitique – Le débat, *RFI*, 4 Février 2018.

- Interview « Les enjeux des Jeux Olympiques pour les deux Corées », émission matinale de RCF, 8 février 2018.

- Interview « Jeux Olympiques de PyeongChang : des jeux pour la paix », Le Débat du Jour, *France 24*, 8 février 2018.

- Interview « JO d'hiver : en Corée l'art de la diplomatie à ski », *Libération*, 9 février 2018.

- Organisation avec Maud QUESSARD d'une table ronde sur le thème de la politique étrangère des États-Unis (Déclin et avenir de la puissance américaine, Corée du Nord) et de l'organisation de la Cyberdéfense américaine

avec Thomas PARKER, professeur de *Security Studies* à la *George Washington University*, Salle de Conférence de l'IRSEM, 14 février 2018.

- Article « PyeongChang : comment Kim Jong-un impose son agenda », *Tribune Revue de Défense Nationale*, 9 février 2018.

- Conférence « Le Japon face à la politique asiatique de Donald TRUMP » avec Robert DUJARRIC, directeur de l'*Institute for Contemporary Asian Studies* et Karoline POSTEL-VINAY, Directrice de Recherche CERI-Sciences Po, 14 février 2018.

- Article « Pourquoi le Sommet intercoréen est la nouvelle assurance vie de Pyongyang », *Libération*, 23 février 2018.



Pierre RAZOUX

- Article « Iran-Israël : les meilleurs ennemis du monde ? », *Politique Internationale* n° 158, p. 193-208, hiver 2017-2018.

- Conférence « Assessment of recent air campaigns worldwide and perspective concerning the future of Air Power », colloque international du Centre for Air Power Studies (CAPS), New Dehli, 1 et 2 février 2018.

- Conférence « La politique étrangère israélienne face aux recompositions géopolitiques au Moyen-Orient » du professeur Ilan GREILSAMMER, École militaire, 6 février 2018.

- Interview « relations entre Israël et les monarchies du Golfe », Géopolitique – Le débat, *RFI*, 10 février 2018.

- Interview « Iran », Les racines du temps, *RCF*, en partenariat avec *La Croix*, 12 et 17 février 2018.

- Conférence « Le siècle des As – Une autre histoire de l'Aviation » au profit de l'association de La Seyne ancienne et moderne, Toulon, 12 février 2018.

- Conférence « Recompositions géopolitiques au Moyen-Orient et impacts pour la France », porte-avions *Charles de Gaulle*, base navale de Toulon, 13 février 2018.

- Conférence « Recompositions géopolitiques au Moyen-Orient et en Méditerranée », Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 14 février 2018.

- Enseignement « L'évolution des conflits au Moyen-Orient », Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 14 février 2018.

- Conférence « Mieux comprendre la relation bilatérale de défense franco-britannique », Centre des Hautes études militaires (CHEM), 19 février 2018.

- Animation de l'atelier *wargaming* stratégique de l'IRSEM autour du thème prospectif d'un affrontement régional au Levant et au Moyen-Orient dans un contexte post-Daech, 21 février 2018.



Elyamine SETTOUL

- Article « [Radicalisation et désengagement. Les leçons de la décennie noire en Algérie](#) », *The Conversation*, 6 février 2018.



Denis TULL

- Séminaire Afrique : « Les leçons de l'intervention de la CEDAO en Gambie », organisé avec Vincent FOUCHER (CNRS), 14 février 2018.

- Enseignement « Interventions et politiques de reconstruction dans les conflits africains », Paris, INALCO, 22 février 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

Soutenance de thèse d'Amélie FÉREY, *Les politiques d'assassinats ciblés en Israël et aux États-Unis : juger de la légitimité de la violence étatique en démocratie libérale*, sous la direction d'Astrid VON BUSEKIST et Ariel COLONOMOS, Sciences Po Paris, 7 février 2018.

Les assassinats ciblés désignent l'acte, par des États, de tuer intentionnellement des individus perçus comme des menaces se trouvant en dehors des frontières nationales. Sont-ils légitimes au regard des règles démocratiques et libérales ? Pour répondre à cette question, la thèse d'Amélie FÉREY dresse une comparaison entre les pratiques israéliennes et américaines et propose une revue critique de quatre critères de la légitimité : *traditionnel* – les assassinats ciblés ne feraient que rejouer une partition ancienne et auraient toujours été utilisés ; *formel* – les assassinats ciblés seraient légaux et n'auraient pas à être justifiés plus avant ; *conséquentialiste* – ils s'imposeraient par leur efficacité ; *substantiel* – ils ne poseraient pas de difficulté morale car ils élimineraient des personnes dangereuses et responsables.

Amélie FÉREY montre que les assassinats ciblés participent d'une discussion sur la légitimité de l'assassinat politique en même temps qu'ils procèdent des évolutions des théories des bombardements et de l'utilisation préventive/préemptive de la force. L'Israël et les États-Unis se sont servis de ces pratiques pour conduire une reformulation partielle du droit international. L'absence de mécanismes efficaces de contrôle des normes juridiques lors de conflits armés pose problème. De même, leur efficacité tactique ne garantit pas leur pertinence pour une stratégie de long terme contrant le terrorisme. Sur la scène internationale, ils contribuent à renforcer la souveraineté des États faisant la guerre aux « illégitimes ». Ils promeuvent enfin une conception libérale de l'action politique en renouvelant les exigences de transparence à l'égard de l'utilisation secrète de la force. Ce débat ouvre des pistes pour un aménagement de la raison d'État en démocratie libérale en précisant le contenu d'une moralité d'exception.

Amélie FÉREY poursuit ses recherches dans le cadre du programme « Ambassadeur », financé par la DGRIS, à l'université de Tel Aviv. Elle travaillera sur les conséquences stratégiques du « *lawfare* » au sein de l'armée israélienne, que l'on peut traduire par « utilisation du droit comme une ressource stratégique pour accomplir des objectifs opérationnels ».

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Nina WILÉN, David AMBROSETTI et Jean-Nicholas BACH (dir.), « Contribution des armées africaines dans les opérations de paix », *Journal of East African Studies*, 12:1, 2018.

La revue « [Journal of East African Studies](#) » vient de publier un dossier spécial sur les « Contributions africaines dans les opérations de paix : réflexions sur les armées africaines ». Ce dossier contient cinq articles : « Les conséquences imprévues de l'aide militaire étrangère en Afrique : une analyse de la formation au maintien de la paix au Kenya » (M. JOWELL) ; « La trajectoire de l'armée burundaise vers la professionnalisation et la dépolitisation, et son inversement » (N. WILÉN, G. BIRANTAMIJE, D. AMBROSETTI) ; « Les forces de défense nationales sud-africaines coincées entre les ambitions de la politique étrangère et le développement intérieur » (T. MANDRUP) ; « L'armée rwandaise en tant qu'armée du peuple : héros au pays et à l'étranger » (J. KUEHNEL, N. WILÉN) ; « Rejoindre l'AMISOM : pourquoi six États africains ont-ils fourni des troupes à la Mission de l'Union africaine en Somalie ? » (P. D. WILLIAMS).

Denis TULL
Chercheur Afrique

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

L'Armée Populaire de Libération, *China Quarterly*, décembre 2017.

Le dernier numéro du *China Quarterly* (décembre 2017) dédie une section à l'Armée Populaire de Libération, choix éditorial inédit depuis vingt ans. Cinq auteurs américains et taïwanais analysent les implications de la présidence XI Jinping pour l'état des forces armées chinoises. Richard BITZINGER et James CHAR soulignent la place qu'a prise l'armée dans la politique de XI Jinping. KOU Chien-wen montre comment le renforcement du commandement dans la personne de XI Jinping résorbe les divergences qui séparaient le pouvoir civil du pouvoir militaire sous HU Jintao. Joel WUTHNOW explique les zones d'ombre qui persistent autour de la nouvelle commission pour la sécurité nationale, mais met également en lumière son potentiel. Lyle GOLDSTEIN, finalement, évalue l'équilibre des forces entre les États-Unis et la Chine dans le Paci-

fique dans le cadre d'un possible affrontement naval, pour expliquer l'avantage de la Chine dans le domaine des missiles et du déni d'accès.

Juliette GENEVAZ
Chercheur Chine

James DORSEY, « Iran and Saudi Arabia Revisit their Strategies », *Perspectives Paper* n° 723, janvier 2018.

Le 24 janvier 2018, le Begin-Sadat Center for Strategic Studies (BESA) a publié une intéressante note de recherche intitulée « Iran and Saudi Arabia Revisit their Strategies » (*Perspectives Paper* n° 723, disponible sur le site du BESA), équilibrée, qui vise indubitablement à contribuer au débat entre ceux qui pensent qu'Israël aurait tout intérêt à nouer une alliance tacite avec l'Arabie saoudite, et ceux qui estiment qu'une telle initiative n'apporterait rien de tangible et de durable aux Israéliens. Cette note rédigée par James DORSEY, chercheur américain associé BESA, qui enseigne actuellement à l'université technique Nanyang de Singapour, apparaît équilibrée, ce qui n'est pas toujours la caractéristique du BESA ; elle est donc d'autant plus intéressante. L'auteur constate qu'aucun des deux grands rivaux du Golfe – Iran ou Arabie saoudite – n'est aujourd'hui en mesure de faire prévaloir sa position. L'Arabie aurait tout à gagner à se focaliser sur ses réformes intérieures sans chercher à intriguer sur la scène régionale, chacune de ses récentes initiatives s'étant soldée par un fiasco. L'Iran, pour sa part, va devoir consolider ses gains au Levant et réorienter ses efforts sur la croissance économique intérieure. De fait, James DORSEY se veut raisonnablement optimiste, laissant espérer une baisse de la tension régionale, à condition que le prince héritier saoudien comprenne qu'il est de son intérêt de stopper toute rhétorique conflictuelle avec l'Iran. Car pour lui, il n'y aura pas de solution tant que les acteurs régionaux ne comprendront pas qu'il leur faut reconnaître le rôle éminent de l'Iran et de l'Arabie saoudite, ces deux rivaux n'ayant pas d'autre choix que de discuter et de s'entendre.

Pierre RAZOUX
Directeur de recherches « Questions régionales Nord »

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Jesse M. CUNHA, Yu-Chu SHEN et Zachary R. BURKE, « [Contrasting the Impacts of Combat and Humanitarian Assistance/Disaster Relief Missions on the Mental Health of Military Service Members](#) », *Defence and Peace Economics*, 29:1, janvier 2018, p. 62-77.

Certaines études suggèrent que les travailleurs de l'humanitaire ont une probabilité de développer un trouble de stress post-traumatique (TSPT) comparable à celle des militaires en opération. Qu'est-ce qui cause le plus de dégâts psychologiques : tuer et risquer d'être tué au combat, ou être témoin de la victimisation de populations civiles ? Pour répondre à cette question, il ne suffit pas de comparer la prévalence du TSPT chez les militaires et les acteurs de l'humanitaire, car les individus qui s'autosélectionnent pour participer à des combats ou à des missions humanitaires présentent des profils psychologiques différents. Les auteurs de cet article contournent ce biais en fondant leur analyse sur les U.S. Marines, une population à l'intérieur de laquelle les individus sont répartis de façon aléatoire entre opérations militaires et humanitaires. Résultat : les Marines ayant une expérience de combat ont une probabilité huit fois plus élevée de développer un TSPT que ceux qui n'ont jamais été déployés, alors que ce risque n'augmente que d'environ un tiers en cas de déploiement sur une mission humanitaire. Une implication de ce résultat est que c'est l'exposition à des risques personnels qui explique en grande partie la prévalence du TSPT.

Sophie PANEL
Postdoctorante

Sara HELMÜLLER, [The Interactions Between Local and International Peacebuilding Actors](#), Palgrave McMillan, 2018, 233 p.

Cet ouvrage s'intéresse aux interactions entre les acteurs locaux et internationaux de la construction de la paix dans la République Démocratique du Congo sur le long terme. À partir d'une étude de cas dans la province d'Ituri, il cherche notamment à identifier et analyser les différents obstacles posés à leur collaboration. En se focalisant sur les perceptions exprimées par les différents acteurs mobilisés, cet ouvrage met en évidence les différentes définitions données de la guerre et de la construction de la paix, à partir d'une approche compréhensive des contextes conflictuels. Il contribue par ailleurs aux études sur la paix et la sécurité en formulant plusieurs suggestions de mise

en application de ses observations.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Paul CARRÉ, « [Naming of Parts: Observations of Institutional Socialization in the First Week of British Army Phase 1 Training](#) », *Journal of Contemporary Ethnography* n° 1, 8 janvier 2018.

Cet article examine la socialisation primaire de recrues des armées britanniques pendant leur première semaine de formation. Contextualisée à partir de variables culturelles individuelles et collectives, une observation participante a été menée au cours de la première semaine de la Phase de leur entraînement initial, ayant permis de comprendre le processus par lequel les armées britanniques cherchent à instaurer une discipline et une identité militaires au cours des premières étapes de la formation militaire. La prise en compte de la relation entre l'individu et son environnement, mais aussi des facteurs exosystémiques qui le situent, sont apparus comme des dynamiques notables de la relation entre l'intériorisation des valeurs militaires et la formation d'une identité morale associée à des formes d'adaptation primaires et secondaires.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

« [Avani Chaturvedi: First Indian woman to fly fighter jet](#) », *BBC News*, 22 février 2018.

La féminisation des armées est en marche et ne concerne pas les seules armées occidentales. Avani CHATURVEDI, 24 ans, est la première femme à avoir piloté un MIG-21 Bison pour l'armée de l'air indienne. Elle a réalisé son premier vol solo le 19 février dernier. L'Inde rejoint ainsi la liste de pays, dont la France, où les femmes peuvent piloter des avions de chasse.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

Peter HALDÉN, « [Organized Armed Groups as Ruling Organizations](#) », *Armed Forces & Society* n° 1, 1^{er} février 2018.

Si elles ont fait de grands progrès, la plupart des études sur la cohésion au sein des groupes armés organisés (GAO) se sont essentiellement focalisées sur les unités combattant pour des États occidentaux modernes. Cet article soutient que les GAO cherchant à produire leur propre légitimité doivent être abordés à partir d'un cadre analytique élargi.

Ces groupes, en effet, peuvent être considérés comme des organisations dirigeantes dans une perspective wébérienne. Les membres de ces organisations dirigeantes obéissent aux ordres selon les trois modes d'exercice du pouvoir : rationnel, traditionnel et charismatique, posant les bases de la légitimité de l'organisation. Identifier les fondements de l'obéissance dans un GAO se présente comme une autre manière de souligner les points faibles que l'on souhaite cibler ou renforcer. Cette étude contribue théoriquement à l'étude de la cohésion en la reliant aux théories de la légitimité dans les ordres politiques.

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Michael K. MILLER, Michael JOSEPH et Dorothy OHL, « Are coups really contagious? An extreme bounds analysis of political diffusion », *Journal of Conflict Resolution*, 62:2, 2018, p. 410-441.

Les auteurs s'intéressent à la diffusion des coups d'État dans une zone géographique. Ils proposent de combiner les approches classiques de dépendances spatiales avec une analyse des limites extrêmes (*extreme bounds analysis*). Ce faisant, les résultats obtenus dans cette étude devraient être plus fidèles à la réalité et plus robustes statistiquement. L'étude porte sur 221 coups d'État réussis et 448 échoués qui se sont déroulés sur la période 1950-2010 et aboutit sur deux résultats principaux. Premièrement, et contrairement à la croyance populaire, les coups d'État tendraient à ne pas se propager dans les pays voisins. Deuxièmement, les épisodes de contestations collectives non violentes (grèves, protestations non violentes, etc.) seraient, quant à eux, « contagieux ».

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Pierre VANDIER, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, éditions du Rocher, février 2018, 106 p.

Un ouvrage synthétique magistral ! Il est rare qu'un officier général d'active s'exprime sur des questions stratégiques, a fortiori liées à la dissuasion nucléaire. C'est pourtant ce que vient de faire avec beaucoup de talent et de pédagogie le Contre-Amiral Pierre VANDIER, adjoint au Préfet Maritime de la Méditerranée, ancien auditeur du CHEM, pilote d'aviation embarquée, ancien commandant du *Charles de Gaulle* et à ce titre praticien de la dissuasion nucléaire. Ce brillant essai est d'autant plus opportun qu'il survient au moment même où se pose la lancinante question de la programmation du renouvellement de la force de frappe. La démonstration de Pierre VANDIER, qui s'inscrit dans le discours classique français, est accessible, pertinente et percutante. Après avoir rappelé l'exercice de la dissuasion au premier âge nucléaire (guerre froide), puis au second (période post-guerre froide 1992-2013), l'auteur explique pourquoi nous sommes entrés dans un troisième âge nucléaire caractérisé par des stratégies « indirectes et sous la voûte nucléaire » (p. 54) marquées par des guerres asymétriques, terroristes et hybrides qui sont la conséquence du verrouillage stratégique dû au caractère inenvisageable d'un affrontement direct entre grandes puissances. Ce troisième âge nucléaire est marqué par l'autonomie croissante des puissances émergentes et par le couplage entre dynamiques conflictuelles régionales et « grand jeu géopolitique » (Crimée, Syrie, Corée), à l'heure où les garanties de sécurités américaines sont dévaluées. Dans ce contexte de plus en plus incertain où le tabou de l'usage de l'arme pourrait être brisé, la capacité de frappe en second reste la clé de voûte de l'arche nucléaire (p. 76), de même que le maintien d'une composante aéroportée crédible permettant la « gesticulation » bien au-delà du sanctuaire européen, car, et c'est l'un des apports majeurs de ce livre, l'auteur démontre comment la crédibilité de la dissuasion a tendance à s'éroder avec la distance, alors même que nos intérêts économiques vitaux ne connaissent plus de frontières, pas plus que notre sécurité cybernétique. Pour contrer cet angle mort, la France devrait se doter d'une force de projection crédible capable d'emporter quelques vecteurs nucléaires, qui soit suffisamment forte pour encaisser le choc d'une agression initiale et laisser planer la menace d'une riposte

nucléaire lointaine qui se démarque du « tout ou rien ». Pour ne rien gâcher, Pierre VANDIER nous offre des annexes lumineuses permettant de mieux comprendre les données fondamentales de la dissuasion nucléaire aujourd'hui. Bref, un ouvrage indispensable qui mériterait d'être lu par tous les citoyens, tous les étudiants s'intéressant aux questions stratégiques, et tous les officiers préparant le concours de l'École de guerre.

Pierre RAZOUX

Directeur de recherches « Questions régionales Nord »

Julien Zarifian
Choc d'empires ?
Les relations États-Unis/Iran
du XIX^e siècle à nos jours



Julien ZARIFIAN, Choc d'empires ? Les États-Unis et l'Iran, du début du 19^e siècle à nos jours, Hémisphères Éditions / Maisonneuve & Larose Nouvelles Éditions, 2018, 190 p.

Peu de relations bilatérales sont connotées aussi négativement que les relations entre les États-Unis et l'Iran. Depuis la Révolution islamique de 1979, les tensions majeures qui les rythment font régulièrement les grands titres des médias internationaux et les désaccords, comme sur le dossier israélo-palestinien ou sur le rôle respectif que chacun des deux États souhaite jouer au Moyen-Orient, sont nombreux. Elles s'accompagnent souvent d'un discours de défiance et de rejet, porté par les plus hautes autorités des deux États, particulièrement virulent dans les années 2000, ou plus récemment depuis l'élection de Donald TRUMP. Pourtant, ces relations Américano-Iraniennes, structurantes pour la géopolitique moyen-orientale et eurasiatique, n'ont pas toujours été tendues ou hostiles. Les deux grandes puissances, l'une mondiale, l'autre régionale, ont été des alliés de premier plan pendant les années 1960-70 et ont alors prouvé qu'elles pouvaient, quand les conditions politiques et géopolitiques étaient favorables, être des partenaires majeurs. En outre, même ces dernières décennies, les relations bilatérales n'ont pas toujours été aussi mauvaises qu'il n'y paraît. Elles ont été ponctuées de périodes d'accalmie où les deux États ont montré leur volonté d'améliorer leurs rapports, notamment parce que certains de leurs intérêts convergeaient, comme dans le cadre de la lutte contre le djihadisme sunnite. Ce n'est donc pas totalement une surprise que Barack OBAMA ait tenté plusieurs efforts de rapprochement avec Téhéran, matérialisés par l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015, mais ce n'est pas non plus une surprise qu'il ne soit pas parvenu à la normalisation souhaitée, ni que les rapports se dégradent à nouveau depuis l'élection de Donald TRUMP, tant les désaccords et la méfiance demeurent.

Cet ouvrage étudie les relations États-Unis — Iran dans leur complexité et sur leurs temps longs, depuis les premiers échanges entre Américains et Perses jusqu'à aujourd'hui. En analysant avec attention l'ensemble des périodes et épisodes majeurs de leur histoire commune, l'objectif principal de l'étude, est de parvenir à comprendre quand, comment et pourquoi les relations bilatérales de ces deux puissances, impériales par bien des traits, se détériorent ou s'améliorent. L'ouvrage se compose de six grandes parties chronologiques : Les premiers temps des relations États-Unis — Iran, ou « l'engagement graduel » ; Les États-Unis et l'Iran du Shah, 1954-1979, le temps de la « grande alliance » ; La transformation brutale des relations bilatérales et l'engrenage des tensions ; Les États-Unis et l'Iran après la fin de la guerre froide ; la « Global War on Terror » et l'Iran ; Les États-Unis et l'Iran à la période OBAMA, entre progrès et espoirs déçus. Chaque partie propose une analyse des enjeux politiques et géopolitiques qui sous-tendent ces relations ; établit la place de celles-ci dans la politique étrangère américaine ; évalue leur impact sur les équilibres géopolitiques moyen-orientaux ; étudie les mécanismes internes qui, à Washington et à Téhéran, génèrent leurs évolutions ; et fait sortir de l'ombre certains épisodes, personnages et situations peu connus de ces rapports bilatéraux, ou dont l'importance est sous-évaluée.

Maud QUESSARD
Chercheur États-Unis

À VENIR

8 mars 2018 : journée d'étude « Les causes de la guerre : débats et controverses ». Pourquoi la guerre ? Cette question cruciale et intemporelle suscite d'autant plus d'intérêt qu'elle est irrésolue. Des spécialistes de tous champs et de tous horizons se sont penchés sur les origines de ce fait social total. Mais alors même que la production scientifique sur le sujet continue à être très dynamique dans le monde anglo-saxon, on s'en est éloigné en France. Ce cycle de conférences a pour objectif de reconnecter l'espace français aux travaux sur les origines des violences armées. Ce questionnement transcende les clivages académiques traditionnels, et comporte des implications politiques majeures. Sa valorisation, tant sur le plan théorique qu'empirique, doit contribuer à la structuration d'un champ d'études sur la guerre en France.

Les causes de la guerre : débats et controverses

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Journée d'étude
École militaire

9h30 - 17h30

Inscription obligatoire

Jeudi 8 mars 2018

9 mars 2018 : séminaire « Chine et Russie : stratégies militaires et défis politiques ». Un dialogue entre Tatiana KASTOUÉVA-JEAN (IFRI) et Valérie NIQUET (FRS) animé par Céline MARANGÉ (IRSEM) de 11h à 12h30 à l'École militaire. Les questions s'organiseront autour de trois thèmes par tranches de 30 minutes : les choix et les ambitions stratégiques des dirigeants ; la nature de la coopération sino-russe ; et, enfin, l'évolution des deux régimes et les défis politiques qui se posent à eux.

Chine et Russie : stratégies militaires et défis politiques

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire
École militaire

Vendredi 9 mars 2018
11h00 - 12h30

Inscription obligatoire

Un dialogue entre Valérie NIQUET (FRS) et Tatiana KASTOUÉVA-JEAN (IFRI)

12 mars 2018 : à 14h aura lieu la conférence « Le Lawfare en Israël : quelles conséquences stratégiques ? » d'Amélie FÉREY, postdoctorante DGRIS/IRSEM, discutée par François DELERUE, chercheur cybersécurité et droit international (IRSEM).

Le Lawfare en Israël
Quelles conséquences stratégiques ?

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence
École militaire

12 mars 2018
14h00 - 16h00

Inscription obligatoire

Amélie FÉREY
discutée par François DELERUE